

**Zeitschrift:** Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique  
**Herausgeber:** Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique  
**Band:** - (1999)  
**Heft:** 43

**Artikel:** Augmenter le financement, simplifier les structures  
**Autor:** Schiesser, Fritz  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-971416>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

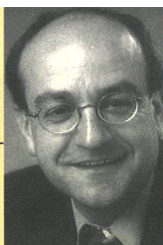
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 05.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Dr Fritz Schiesser, Conseiller aux Etats, est Président du Conseil de Fondation du FNS.



# Augmenter le financement, simplifier les structures

**D**urant la session d'automne, les Chambres fédérales ont accepté les divers projets de loi sur l'aide à la formation, la recherche et la technologie pour la période 2000–2003. Moins d'une année s'est écoulée depuis l'adoption du message par le Conseil fédéral. Une raison particulière a contribué à ce traitement rapide: la prise de conscience que le développement de notre pays et de son économie, et donc de la qualité de vie, découle essentiellement du fait que nous figurons parmi les meilleurs au monde dans le domaine de la formation, de la science, de la recherche et de la technologie.

Pour les parlementaires qui ne sont pas confrontés quotidiennement à la question ou qui ont d'autres compétences, le système suisse de la formation, de la science et de la recherche n'est pas aisément abordable. Le cercle des milieux concernés est si large qu'il en devient incommensurable, l'imbrication entre les différents niveaux et les participants est à peine perceptible, il est impossible d'évaluer dans son ensemble la portée des flux financiers.

Même si l'on ne peut se faire aucune illusion, il faut s'efforcer en permanence de simplifier les structures de la future politique concernant la formation, la recherche et la science. Car seules des structures transparentes et compréhensibles permettent un investissement efficace de moyens toujours plus limités. Là se trouve un important domaine d'activités, dans

lequel les milieux concernés doivent agir en marge du Parlement.

Ce dernier, ainsi que le Conseil fédéral, est sollicité d'une autre manière. Les moyens financiers mis à disposition stagnent depuis longtemps et n'ont en tous les cas plus rien à voir avec une aide appropriée. Même si le projet 2000–2003 n'excédait pas les requêtes du Conseil fédéral, à une exception près, les Chambres n'ont pas montré de réelle volonté d'augmenter les moyens pour la formation, la science, la recherche et la technologie, sitôt que la situation financière de la Confédération le permettrait. Les délibérations aux Chambres ont prouvé que la question de la formation, de la science et de la recherche, donc les efforts de notre pays pour atteindre une position de pointe au niveau international,

a nettement grimpé l'échelle des valeurs politiques. Il faut s'attendre à ce que ce thème prenne davantage d'importance à l'avenir. Les milieux concernés peuvent eux-mêmes contribuer à la simplification et à la transparence de structures actuellement peu claires. Les diverses interventions au début des délibérations parlementaires ont laissé entrevoir quelques lueurs d'espoir dans cette direction. Mais la plupart des intervenants se sont avant tout employés à préserver leur jardin et à considérer toute autre exigence comme une ingérence à balayer.

Il y a urgence dans la formation, la science et la recherche. Pas uniquement dans la mise à disposition de moyens supplémentaires mais, avant tout, aussi parmi les milieux concernés. Davantage d'argent c'est bien, mais seulement si les mentalités changent. Dans les deux cas, il apparaît qu'il faut attendre encore un certain temps.

FS.